

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MARCHE N°SNIA_PAI_BOR_MAPA_26-011

Acheteur

Ministère des Transports
Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)
DSNA (Direction des Services de la Navigation Aérienne)
CESNAC (Centre d'Exploitation des Systèmes de Navigation Aérienne Centraux)

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Chef du CESNAC

Objet de la consultation

DGAC - DSNA - CESNAC - Rénovation énergétique et aménagement de la salle technique- Etude de faisabilité

Remise des offres

Date et heure limites de réception : Jeudi 5 mars 2026 à 12h00 (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots	4
2-3. Nature de l'attributaire	4
2-4. Variantes.....	4
2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
2-6. Délai de réalisation.....	4
2-7. Modifications de détail au dossier de consultation	4
2-8. Délai de validité des offres.....	4
2-9. Propriété intellectuelle.....	5
2-10. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	5
2-11. Clauses sociales et environnementales.....	5
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
3-1. Solution de base	6
3-2. Variantes.....	10
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	10
4-1. Sélection des candidatures	10
4-2.Examen des offres et négociation.....	10
4-3. <i>Méthode de calcul des offres</i>	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	12
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	12
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	13
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
ARTICLE 7. VISITE RECOMMANDEE.....	15
ARTICLE 8. PROCEDURES DE RECOURS	16

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le Représentant de l'Acheteur est désigné par l'abréviation RA et le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Le CCAG considéré est issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations concernent :

La présente mission concerne la réalisation d'une étude de faisabilité technique et économique pour une opération de travaux sur le bâtiment CESNAC (Centre d'Exploitation des Services de la Navigation Aérienne Centraux), mis en service en 1995 et présentant une surface utile brute de 4 100 m².

L'étude de faisabilité est structurée en six parties techniques :

- Partie 1 : Enveloppe,
- Partie 2 : Réaménagement de locaux existants
- Partie 3 : Installations CVC
- Partie 4 : Décret BACS
- Partie 5 : Réemploi de chaleur fatale,
- Partie 6 : Synthèse et scénarios globaux d'aide à la décision.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

CESNAC
2 Rue Eugène Chassaing
33 700 MERIGNAC

Certaines informations de la présente consultation sont classées en « diffusion restreinte », leur obtention et les exigences de confidentialité sont explicitées dans le présent règlement de la consultation ainsi que dans l'engagement de non-divulgaration signé par le candidat préalablement au dépôt de son offre. Le candidat doit compléter et signer l'attestation, et la renvoyer via PLACE, le plus rapidement possible afin de pouvoir accéder à l'ensemble des données. Le représentant de l'Acheteur ne serait être tenu pour responsable des délais de remise de l'engagement de non-divulgaration et de déchiffrement des documents remis.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots mais en parties techniques.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

☐ Soit avec une entreprise unique ;

☐ Soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-6. Délai de réalisation

Le(s) délai(s) d'exécution est/sont fixé(s) dans l'acte d'engagement.

2-7. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

En cas d'offres optimisées remises suite à une phase de négociation, ce délai repart à zéro. En cas d'absence de remise d'offre optimisée de la part d'un candidat suite à une séance de négociation, l'offre initiale est maintenue. Son délai de validité repart de la date de limite de remise d'offre optimisée fixée par le représentant de l'acheteur.

2-9. Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

2-10. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-11. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Les déplacements :

Le titulaire s'applique à limiter les émissions de CO2 générées dans le cadre des déplacements.

Les échanges numériques :

☑ Privilégier les échanges et l'envoi des documents de manière dématérialisée ;

☑ Impressions de documents limitées au strict nécessaire et de préférence en noir et blanc et recto/verso, utilisation privilégiée d'encre végétale.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence publique : SNIA_PAI_BOR_MAPA_26-011.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation mis à disposition sur le profil de l'acheteur (PLACE) est constitué par :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe N°1 – Engagement du candidat relatif aux documents en diffusion restreinte ;
- Les pièces du projet de marché à compléter ;
 - L'Acte d'Engagement (AE)
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Envoi de données à Diffusion Restreinte

Les documents marqués « diffusion restreinte » du dossier de consultation des entreprises sont les suivants :

- L'audit énergétique 2025 (société OTEIS)
- STD Simulation thermique dynamique 2025 (société OTEIS)
- Plans schématiques des 3 niveaux
- Plan CVC pour la localisation des zones concernées au RDC
- Plan Réaménagement pour la localisation des zones concernées au RDC

Les documents marqués « diffusion restreinte » sont transmis selon les modalités suivantes :

1. 1ère étape : le candidat remplit, signe et envoie via la PLACE l'engagement de non-divulgaration des informations et supports « Diffusion Restreinte » dont le modèle est transmis par l'acheteur public dans le cadre de la procédure (via l'option « Déposer une question » sur la PLACE)
2. 2ème étape : l'acheteur public réceptionne l'engagement de non-divulgaration des informations et supports "Diffusion Restreinte" et transmet au candidat les documents « diffusion restreinte » par PLACE : les informations seront chiffrées par un logiciel de type ACID cryptofiler ou ZED !
3. 3ème étape : l'acheteur public transmet au candidat un code par SMS au numéro de portable du candidat déclaré sous PLACE. Le candidat peut utiliser le logiciel ZED ! free édité par la société Prim'X. Le code permet ainsi de déchiffrer les documents chiffrés par le logiciel Zed !

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

3-1.2.1. Dans un sous dossier « Candidature » :

Situation juridique - références requises :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site

<https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique ; La forme juridique du candidat ; En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par une attestation de l'assureur.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'Acheteur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- Les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité) ;
- Une liste des prestations exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Expérience :

La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation sera de préférence accompagnée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes.

- Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;

* Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- OPQIBI 0103 : AMO Technique
- OPQIBI 1901 : Ingénierie d'ouvrages de bâtiments courants
- OPQIBI 1224 : Ingénierie de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment
- OPQIBI 1313 : Etudes d'installations complexes de chauffage et de ventilation
- OPQIBI 1315 : Etudes d'installations frigorifiques et de climatisation complexes

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

3-1.2.2. Dans un sous dossier « Offre » :

A - Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;
- Dans le cas d'un groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire), le candidat joindra l'annexe de l'AE, relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

B - Le dossier technique comprenant :

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

Pour l'analyse du Sous-critère 2.1 : Méthodologie proposée pour la réalisation des études 10 points – Sera fourni une note recensant les actions prévues pour chaque Partie technique et leur

enchaînement

Pour l'analyse du Sous-critère 2.2 : Effectifs et organisation de l'équipe dédiée à cette mission 10 points – Note d'organisation, désignation des suppléants pour chaque spécialité, personne-contact pour le MOA.

Pour l'analyse du Sous-critère 2.3 : Planning 5 points – Planning détaillé d'organisation des études relatives à chaque PT (conformité au délai figurant à l'AE)

Pour l'analyse du Sous-critère 2.4 : Mesures environnementales 5 points – Note indiquant les mesures spécifiques prévues pour minimiser les impacts environnementaux liés à l'exécution de la mission (au-delà des mesures figurant au 2.11)

Pour l'analyse du Sous-critère 2.5 : Temps passés 10 points – Ce sous critère sera analysé au regard de la DPGF, l'analyse portera sur l'adéquation entre les temps passés prévus et Les prestations attendues au titre de la Partie technique correspondante.

La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments fournis dans le mémoire technique.

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF): cadre ci-joint à compléter sans modification, seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée ;

- Autres sous-détails de prix que le candidat jugerait nécessaire de joindre à son offre.

Dans le cas d'un **groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire)**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'Acte d'Engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

3-1.3. Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- L'Acte d'Engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)
- Un RIB lisible correspondant aux coordonnées bancaires renseignées dans l'Acte d'Engagement.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la

notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

Par mesure de simplification, les candidats sont invités à fournir ces documents ainsi que l'Acte d'Engagement signé dès le dépôt de leur offre. Si le représentant de l'acheteur constate l'absence de l'une de ses pièces lors de l'analyse des candidatures, il demandera au candidat susceptible d'être retenu de compléter son dossier de candidature.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

L'acheteur commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par l'acheteur.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2.Examen des offres et négociation

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

4-2.1. Négociation

Le Représentant de l' Acheteur se réserve la possibilité de négocier le présent marché avec les 3 meilleurs candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation sera menée au regard des critères d'attribution des offres. La négociation ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution de celui-ci, telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation sera menée dans les locaux de l'acheteur ou selon les modalités définies par ce dernier. Les soumissionnaires seront informés des conditions d'organisation (date, heure, lieu, modalités).

Les échanges relatifs à cette négociation sont menés en français.

Au terme de la négociation, les offres demeurrées irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

4-2.2. Examen des offres

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère prix	60 points
Critère technique Le candidat qui n'aura pas obtenu au moins 20/40 au critère technique verra son offre automatiquement éliminée.	40 points

4-3. Méthode de calcul des offres

4-3.1. Notation du critère : « Valeur technique »

Le mémoire technique devra permettre au Maître d'ouvrage de juger de la maîtrise du projet de marché par le candidat, par l'adéquation des moyens humains, techniques et organisationnels qui seront déployés afin de répondre favorablement aux contraintes techniques, administratives et calendaires. Il sera structuré en volets répondant aux critères de jugement.

La note sera calculée sur 40 points selon les sous-critères suivants :

Critères techniques d'attribution (Suivant dossier technique précisé au §3-1.2 B)	Pondération en points (40 pts)
Sous-critère 2.1 – Méthodologie proposée pour la réalisation des études	10 pts
Sous-critère 2.2 – Effectifs et organisation de l'équipe dédiée à cette mission	10 pts
Sous-critère 2.3 – Planning	5 pts
Sous-critère 2.4 - Mesures environnementales	5 pts
Sous-critère 2.5 - Temps passés	10 pts

4-3.2. Appréciation du critère prix

Pour l'analyse des offres, le seul montant faisant foi est le **montant total en lettres en € TTC** figurant dans l'Acte d'Engagement. Il prévaudra sur toute autre indication dans l'offre du

candidat.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'acheteur demandera au candidat concerné de régulariser la DPGF afin qu'elle soit mise en conformité avec le montant en lettres en euros TTC figurant dans l'acte d'engagement. En cas de refus du candidat, son offre sera éliminée.

Les formules dans les DPGF sont pré-renseignées. Cependant, il appartient au candidat de vérifier ces formules et de s'assurer que les totaux tiennent compte de toutes les lignes renseignées. Lors de l'examen des offres, le RA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le marché sera attribué au candidat qui a présenté l'offre de base économiquement la plus avantageuse.

Prix des prestations au regard du montant TTC figurant en lettre dans l'Acte d'Engagement suivant la formule ci-dessous :

$$Np = (P0/P) \times 60$$

Avec :

- **P0** : le montant de l'offre la moins-disante, après élimination des offres anormalement basses ;
- **P** : le montant de l'offre du candidat évalué ;
- **Np** : la note résultante du candidat évalué.

Lors de l'examen des offres, le RA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Cependant, conformément à la jurisprudence en vigueur (CE, 20 décembre 2021, n°454801), en cas de dépôts successifs d'un même soumissionnaire, le pouvoir adjudicateur apprécie les caractéristiques du dernier pli transmis afin de déterminer s'il peut l'analyser comme étant une offre complète. A défaut, il procède à l'ouverture des dépôts précédents. Dans le cas où des documents contradictoires/différents figureraient dans plusieurs plis ouverts pour un même candidat, les documents faisant foi seront ceux du dernier pli déposé.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la

référence SNIA_PAI_BOR_MAPA_26-011.

En outre, cette transmission se fera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé .

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)
DSNA (Direction des Services de la Navigation Aérienne)
CESNAC (Centre d'Exploitation des Systèmes de Navigation Aérienne
Centraux)

Adresse : CESNAC
2 Rue Eugène Chassaing
33 700 MERIGNAC

Copie de sauvegarde pour :

Rénovation énergétique et aménagement de la salle technique– Etude de
faisabilité

Consultation : SNIA_PAI_BOR_MAPA_26-011

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« **NE PAS OUVRIR** »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

L'attention des candidats est donc attirée sur la prise en compte des délais postaux et des conditions de réception du courrier recommandé, la remise en mains propres étant fortement conseillée.

Adresse de dépôt :

SNIA / Mission Grands Projets
12 Rue Marthe Niel
33700 Mérignac Aéroport

Contact au 06.14.46.24.88 ou 06.26.49.55.67

Jours et horaires de réception : du lundi au jeudi inclus (à l'exception des jours fériés), de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 (jusqu'à 12h00 le vendredi).

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique

- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. VISITE RECOMMANDEE

Une visite des lieux est fortement **recommandée**. Elle a vocation à prendre connaissance des existants, de l'environnement et des contraintes propres au site.

Une bonne prise de connaissance du dossier avant la visite serait adaptée.

Accès soumis à accord préalable, identité des visiteurs à transmettre à la brigade de gendarmerie pour vérification 72 H avant le jour de la visite

La visite aura lieu le **lundi 23/02/2026 à 10 h** (prévoir de se présenter au poste de garde 15 minutes avant l'horaire – Poste de garde au 2 Rue Eugène Chassaing 33 700 MERIGNAC.

L'accès au site est soumis à accord préalable.

L'identité des visiteurs est à transmettre 72 h avant le jour de la visite pour vérification par la brigade de gendarmerie.

Transmettre les pièces d'identité des visiteurs aux adresses suivantes:

dominique.fruquiere@aviation-civile.gouv.fr

karine.lassalle@aviation-civile.gouv.fr

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les agents faisant visiter les sites ne sont pas habilités à répondre aux questions des candidats pendant la phase de consultation et au cours des visites. Toutes les questions relatives à cette consultation doivent être transmises conformément à l'article 6 du présent RC.

Un compte-rendu des questions et réponses apportées lors des visites sera remis sur la plateforme dématérialisée PLACE dans un délai acceptable après la visite et avant la fin du délai de modification du dossier.

ARTICLE 8. PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet

CS 21490

Téléphone : +33 5 56 99 38 00

greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché ou à défaut 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.